

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

➔ Protégeons notre santé!

Début septembre s'est tenu à Dunkerque le 9^e colloque international francophone des villes santé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) marquant le vingtième anniversaire de ce réseau. Une reconnaissance pour notre ville qui, dans un contexte national morose et inquiétant, poursuit sa politique de promotion de la santé à destination de tous les Dunkerquois.

Notre expérience et notre volonté ont permis à la ville de Dunkerque d'intégrer en 2007 le réseau européen des villes santé de l'OMS et ainsi de rejoindre les deux seules villes françaises y figurant jusque-là (Rennes et Nancy). La majorité municipale a souhaité profiter de cette reconnaissance pour entretenir et approfondir son action; c'est ainsi que nous avons par exemple favorisé la création d'une école de l'asthme ou la mise en place dans chaque quartier de groupes d'expression pour « parler santé ».

Ces nouvelles mesures et structures sont venues s'ajouter aux déjà nombreuses actions mises en place par la municipalité depuis maintenant de nombreuses années: manifestation « Cap Santé », coopération sanitaire transfrontalière, soutien aux manifestations organisées par les associations (à l'image de l'opération « Octobre rose »), maisons médicales de garde, etc. La philosophie de notre action en la matière est simple: mettre en place un accès équitable et de qualité aux soins pour tous et en tout point de la ville. Un principe que l'État semble minimiser et appauvrir.

Dernier exemple en date et non des moindres: le « paquet santé » de Roselyne Bachelot. Intitulé « Hôpital, patient, santé et territoires », ce projet de réforme du système de santé s'annonçait comme le texte fondateur d'un nouveau précepte qui par son efficacité comblerait les défauts de fonctionnement et, soit dit en passant, les insuffisances financières de l'État et le « trou » de l'assurance-maladie. Mais il n'en est rien, si ce texte détonne, c'est plus par la confusion qu'il dégage que par son caractère novateur. Il y a de tout dans ce texte, à part de vraies solutions!

Alors que le monde de la santé manque cruellement de lisibilité, la cohérence fait défaut à ce projet de loi pourtant tant attendu. Le texte est dominé par la mise en œuvre d'agences régionales de santé (ARS) qui pourraient organiser et financer le système de soins. Cela revient à créer un nouveau pouvoir, un intermédiaire de plus engendrant des coûts supplémentaires! Le texte prévoit aussi la mise en place d'un classement des hôpitaux au regard des infections et du taux de mortalité, une mesure bien discutable au regard des effets pervers qu'elle engendrera à coup sûr. À cela ajoutez la quasi-absence de prise en compte des « déserts médicaux » et vous obtenez une réforme plus que douteuse.

Il y a quelques mois, l'État avait déjà annoncé un plan de redressement de la sécurité sociale basé sur une taxation des assurances santé et des mutuelles, à laquelle s'ajoutait l'instauration des franchises médicales. Aujourd'hui, il poursuit son entreprise de mise à mal de notre système de santé par l'introduction de cette nouvelle réforme. Pour autant, à Dunkerque, la majorité municipale continuera, avec force et détermination, à contribuer à mettre en œuvre une politique sanitaire ambitieuse et de qualité, en adéquation avec les besoins de ses habitants.

ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

➔ Urgence écologique, urgence de solidarité, urgence de démocratie et de transparence

Malgré les promesses du Grenelle, la crise du pétrole et les conflits guerriers qui en découlent, l'urgence écologique n'est toujours pas prise en compte. Notre démocratie manque aussi de transparence et de solidarité. Les problèmes sont mondiaux.

C'est pourquoi les élections européennes sont décisives et c'est pourquoi les leaders français de l'écologie et de l'altermondialisme travaillent au rassemblement de leurs forces et invitent responsables d'ONG, personnalités du milieu associatif à faire front ensemble pour une société plus responsable. Pour l'instant, les différentes familles écologiques répondent à l'appel à l'unanimité.

Daniel Cohn Bendit mène le rassemblement avec José Bové, Eva Joly, Yannick Jadot de Greenpeace et des proches de Hulot. Le programme portera sur « la faisabilité de mesures rompant avec le modèle économique dominant » et la constitution d'un modèle européen basé sur la réduction de carbone et de nouvelles solidarités.

Nous contacter: verts-nord-littoral.ouvaton.org/ 27 rue du Maréchal French, 59140 Dunkerque. Tél. 03 28 26 59 78

ÉLUS COMMUNISTES

➔ DSU supprimée pour Dunkerque?

Dans un communiqué du 17 septembre 2008, l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) s'alarme des mesures que le gouvernement envisage de prendre dans le projet de loi de finances 2009 concernant la répartition de la dotation de solidarité urbaine (DSU), concours de l'État qui contribue à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées.

Selon les pistes de réformes élaborées, le gouvernement envisagerait de réduire d'un tiers le nombre de communes éligibles à la DSU et de modifier les critères d'éligibilité. Dans ce sens, les critères « logements sociaux » et « zones urbaines sensibles » seraient supprimés. Un comble!

Selon les simulations de l'AMGVF, 238 communes, dont celle de Dunkerque, seraient exclues de la DSU et verraient donc leur dotation réduite de moitié en 2009 et supprimée totalement en 2010.

Alors que les besoins des Dunkerquoises et des Dunkerquois vont grandissants et que leurs difficultés s'aggravent avec un pouvoir d'achat en forte baisse, cette réforme aurait pour conséquence d'amputer les finances locales de plusieurs millions d'euros.

Ce projet de réforme qui s'inscrit dans un contexte général de réduction des concours de l'État aux collectivités locales et qui exclut

des communes confrontées à des difficultés socio-urbaines est inacceptable.

Aussi nous appelons les élus, les Dunkerquoises et les Dunkerquois à refuser cette nouvelle casse programmée de l'action publique.

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22 - Fax 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> - particom@free.fr

ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

➔ Les élus Radicaux de gauche s'associent à la tribune « Protégeons notre santé! » signée par les élus socialistes et apparentés.

Contact: PRG, 36 avenue de la Mer, 59240 Dunkerque.

ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

➔ Le gouvernement Fillon doit démissionner.

Voilà plus de 14 mois que la crise financière s'est déclenchée aux États-Unis entraînant dans son sillage un nombre croissant de faillites, de fermetures d'entreprises, de licenciements, d'expulsions de familles de chez elles... Chaque jour qui passe apporte son lot de révélations sur les comportements scandaleux et irresponsables des maîtres de la finance et autres spéculateurs. Pour tenter de faire face, on redécouvre les vertus de l'intervention de l'État dans l'économie. Aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, on nationalise dans l'urgence pour sauver ce qui peut l'être. En France on privatise la Poste! Et voilà 14 mois que le gouvernement et son ministre de l'Économie et des Finances, Mme Lagarde, nous disent que la crise est derrière nous! Le chef de l'État vient de dire exactement l'inverse: « Le plus dur est à venir, il faut se serrer la ceinture, il n'y aura pas de croissance, le chômage va augmenter. » Certes la crise est mondiale, il faut sanctionner les responsables, mais qui a autorisé les marchés financiers à se comporter de la sorte, qui a autorisé la libre circulation sans frein des capitaux, qui a dérégulé et démantelé les règles qui encadraient le fonctionnement des systèmes financiers si ce n'est les gouvernements et l'Union européenne qui ont eux aussi leur part de responsabilité. La gauche ne peut rester absente de ce grand combat: celui de la maîtrise de cette puissance déchaînée du pouvoir de l'argent. Il y va de la paix dans le monde et de l'avenir de la démocratie. Pour y faire face, elle doit être rassemblée. Les querelles de personnes n'ont aucun intérêt et ne sont pas à la hauteur de la situation. Jaurès disait: « Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage. » Il disait cela à la veille de 1914. C'est plus que jamais vrai.

Pour contact: clnicolet@wanadoo.fr

ÉLUS LES ALTERNATIFS

➔ La Poste est à nous, mobilisons-nous et rassemblons-nous pour la défendre

L'accélération du processus de privatisation de la Poste est une nouvelle offensive contre les services publics. Il faut les défendre, les rénover et les démocratiser. Cet été, la direction a dévoilé son projet de transformer au 1^{er} janvier 2010 la Poste en société anonyme.

Le retrait du projet de privatisation de la Poste est une étape indispensable. Il en faudra d'autres pour sauver et développer le service public. Les Alternatifs s'associent à l'initiative unitaire des syndicats, associations et partis de gauche pour que soit organisé dans tout le pays un référendum sur l'avenir de la Poste.

Un débat public et populaire permettra que la population s'empare de cette bataille, que des liens se tissent entre usagers, personnels et collectivités locales. La lutte des salariés et l'appropriation par les citoyens du débat sur l'avenir du service public empêcheront sa privatisation et poseront les jalons d'un projet alternatif de rénovation et de démocratisation de la Poste comme de tous les services publics.

Les Alternatifs débattront dans les mois qui viennent de deux sujets importants: la brigade antibruit et la gestion des piscines.

Si vous souhaitez donner votre avis sur ces questions, vous pouvez nous écrire: Les Alternatifs, 25 rue de la Paix, 59140 Dunkerque.

Contact: Cindy Bignardi: 06 32 65 24 26, Angeline Tancrez: 06 23 72 35 76, René Delbarre: 06 17 84 91 76, Olivier Gambée: 06 60 67 65 72.

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

➔ Démocratie et culture Apparences et réalités

Qui pourrait contester le rôle de la culture dans la dynamique économique et sociale des villes ? Le développement des activités culturelles implique cependant des éléments essentiels :

- une politique culturelle en lien avec le patrimoine humain et historique de la cité ;
 - une mise en valeur des potentiels existants impliquant une collaboration avec l'ensemble des partenaires ;
 - une réflexion permanente sur les activités proposées.
- Force est de constater que nous en sommes loin.

Malgré l'apport important d'argent public, l'offre culturelle demeure peu identifiable et les choix le plus souvent soit élitistes soit démagogiques laissent en fait la grande majorité des Dunkerquois indifférents ou découragés. La dynamique culturelle implique aussi des lieux attractifs, associant culture et loisirs. À cet égard, le quartier du théâtre peut et doit être au cœur de cette ambition. Sans attendre d'hypothétiques projets à long terme, la transformation du lycée Benjamin-Morel peut rapidement constituer le moteur d'un ensemble regroupant théâtre, musée, médiathèque et université. La destruction de cet équipement et sa transformation en immeubles résidentiels paraissent être incompatibles avec un aménagement cohérent, rapide, si nécessaire à la redynamisation de ce quartier et au développement de notre cité. Une fois de plus, les choix semblent avoir été décidés sans réelle concertation.

L'Europe, l'Europe, l'Europe...

Le bureau du Comité des régions européennes s'est réuni à Dunkerque les 15 et 16 septembre derniers. L'occasion pour notre député-maire de s'affirmer comme un Européen convaincu, alors que ses électeurs sont des eurosceptiques (pour mémoire 59,17 % de « non » au référendum du 29 mai 2005 à Dunkerque ; la moyenne française étant de 54,68 %). Bref, le lundi 15 septembre après-midi, une conférence-débat était organisée au LAAC, en présence de Catherine Lalumière (ministre de François Mitterrand). Michel Delebarre s'est présenté en champion du consensus, louant la façon de siéger au Parlement européen où le clivage droite-gauche s'efface au profit de l'efficacité. Mais, alors que nous rêvions à des jours meilleurs, Mme Lalumière nous a réveillés en concluant que les élections européennes auraient lieu en juin 2009 et qu'il fallait faire en sorte que la gauche l'emporte et reprenne la majorité à la droite, « même s'ils ne sont pas toujours infréquentables ».

On ne se refait pas !

Réflexions sur Dunkerque et « l'urbanisme de demain »

Les Dunkerquois ont eu droit, depuis 15 ans, au projet d'urbanisme qui a débouché sur le plan Neptune ; plan que l'Europe entière aurait dû nous envier... Comment, sauf pour les mauvais coucheurs, ne pas s'extasier et remercier les concepteurs et promoteurs d'une telle opération, avec son schéma d'ensemble si cohérent, son plan de circulation si rationnel, ses choix qualitatifs et quantitatifs si lumineux, ses bâtiments publics si étonnants et ses maisons « schtroumpfs », symbole d'une qualité architecturale exemplaire... Mais soyons sérieux : une nouvelle « vision urbaine » nous est désormais proposée. Les Dunkerquois ont ainsi la chance de bénéfi-

cier des réflexions d'un nouvel urbaniste de renommée internationale qui a déclaré que le centre-ville n'était pas assez dense, qu'il fallait créer des parkings et qu'il fallait construire des logements et des commerces nouveaux... Étonnant, non ? De telles « révélations » devraient amener un « géant de l'immobilier commercial » à faire à nouveau bénéficier notre ville de ses bienfaits...

M. Delebarre veut, dit-il, interpeller la population. Bravo, car il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mais les occasions manquées et les graves erreurs commises dans un domaine aussi important que l'urbanisme ne nécessitent-elles pas une remise en cause des choix, des méthodes et des moyens utilisés ? C'est l'avenir de notre ville qui est en jeu.

Ensemble pour Dunkerque : Jacqueline Gabant, Daniel Thienpoent, Laurence Wattré, Pierre le Bœuf. 1 passage P. et M. Curie - 59140 Dunkerque.

ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

➔ La santé d'abord !

L'association Cité Future a organisé sa première conférence-débat sur le thème de la santé dans l'agglomération dunkerquoise le 19 septembre dernier. Le sujet abordé était celui de la prévention de l'obésité infantile afin d'éviter aux futurs adultes des problèmes de santé beaucoup plus importants. En effet, les chiffres alarmants concernent l'agglomération : à base 100 pour l'indice de mortalité par diabète sucré en France, l'agglomération dunkerquoise bat les records de France, puisque chez les hommes on atteint un indice de mortalité prématurée avant 65 ans de 258,4 et chez les femmes de 219 ! (moyenne du Nord-Pas-de-Calais : hommes : 187,3 ; femmes : 195,5). Sans parler d'autres conséquences néfastes comme les maladies cardio-vasculaires dont les chiffres font froid dans le dos !

Deux spécialistes sont intervenus. Le docteur Éric Verlet, endocrinologue au CHD, a dressé le tableau inquiétant des pathologies courantes dans notre agglomération. Mme Agnès Lommez, coordinatrice du projet EPODE, a démontré que des solutions efficaces pouvaient être proposées aux municipalités qui veulent vraiment prendre la mesure du fléau. Le projet EPODE, qui a si bien réussi à Fleurbaix, mène une formation des enfants et de leurs parents à de meilleures habitudes alimentaires. Cela suppose que les fruits et légumes soient moins chers, que le travail intense soit mené avec les agriculteurs, avec les associations de parents d'élèves et les enseignants, dont le rôle est capital. Cela suppose surtout une volonté de tous de coordonner les actions, à Dunkerque et dans la CUD.

Les élus municipaux et communautaires présents dans la salle (Mme Varet, M. Yana) ont pris l'engagement de relayer ces demandes auprès de la ville de Dunkerque et la CUD, en proposant l'adhésion à EPODE. Cela mérite l'union sans faille de toutes les forces politiques. La santé, c'est le bien le plus précieux des Dunkerquois. Il faut la défendre tous ensemble, pour faire de notre ville et de notre agglomération des endroits où il fait bon vivre !

Pierre Yana, Édith Varet, et la liste « Dunkerque, demain, avec vous ».
Blog : pierre-yana.fr

ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

➔ Pour une petite école du savoir

Échec du système éducatif

Un enfant sur cinq entre en sixième sans savoir lire ou écrire correctement. Ces enfants seront durablement handicapés dans leur vie professionnelle. C'est un véritable gâchis humain.

La semaine des 4 jours : une chance

Mettons à profit le samedi matin pour organiser le soutien scolaire et remettre à niveau ceux qui décrochent.

La petite école du savoir

Installée dans les écoles libérées le samedi matin, basée sur le volontariat des enfants et de leurs parents, assurée principalement par les bénévoles, avec le soutien logistique de la municipalité, cette école se donnera comme objectif que 100 % des enfants ayant suivi ses cours entrent au collège en maîtrisant les savoirs élémentaires.

L'école du mérite

Par son caractère volontaire, par la mise à l'honneur des bénévoles, par la remise d'un diplôme d'entrée au collège, nous pouvons faire de cette école un formidable outil d'élévation du niveau de nos enfants. C'est la proposition qu'avait faite le Défi Dunkerquois durant la campagne et que nous renouvelons en cette rentrée scolaire.

*Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque -
http://defidunkerquois@gmail.com.*

ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

➔ Crise financière : ce n'est pas aux salariés de payer

Tout ce que la planète compte de financiers et spéculateurs a massivement joué sur les crédits immobiliers américains. Après y avoir gagné des sommes colossales, leurs spéculations se sont effondrées. Les États, dont l'État français, dépensent depuis des mois des centaines de milliards pour sauver le régime capitaliste en difficulté. Mais c'est à toute la population, et en premier lieu aux travailleurs, qu'ils présentent la note à payer, par l'inflation et la hausse des prix, l'aggravation du chômage et de nouvelles coupes sombres dans les services publics.

Eh bien non ! Que les spéculateurs soient les payeurs ! Face à ces crises à répétition, il n'y a d'avenir qu'en une société d'où serait bannie la course effrénée pour le profit, une société socialiste qui produirait en fonction des besoins de toute la population. Est-ce utopique ? Beaucoup moins que de croire qu'en restant dans le cadre du capitalisme il serait possible d'éviter une nouvelle catastrophe !

Pour contacter Jacques Volant : 06 13 56 19 78.

Permanences des adjoints

sur rendez-vous

◆ Hôtel de ville

- Alain Vanwaefelghem (Premier adjoint, finances) : 03 28 26 27 77.
- Gracienne Damman (Relations internationales) : 03 28 26 26 03.
- François Liber (Santé, prévention) : 03 28 26 26 05.
- Joëlle Crockey (Éducation, petite enfance) : 03 28 26 27 61.
- Marianne Nouveau (Culture, lecture publique) : 03 28 26 26 46.
- Vincent Leignel (Urbanisme) : 03 28 26 26 18.
- Marie-Noëlle Loger (Animation, Fêtes) : 03 28 26 27 21.
- Patrice Vergriete (Sports) : 03 28 26 25 19.
- Zoë Carré (Promotion de l'égalité et des Droits de l'Homme, lutte contre les discriminations) : 03 28 26 25 99.
- Claude Nicolet (Aide au développement) : 03 28 26 27 77.
- Anne-Marie Dubreucq (Qualité du Service public, observatoire du pouvoir d'achat) : 03 28 26 27 77.
- Daniel Lemang (Démocratie locale, débat de société, rapporteur du budget) : 03 28 62 70 28.

◆ Maison de l'Armateur

- 03 28 26 26 20 ou 03 28 26 26 22 ou 03 28 26 26 84.
- Marcel Lefèvre (Écologie urbaine, voirie et éclairage public).
- Wulfran Despicht (Logement, habitat, hygiène et salubrité, soutien aux associations à caractère social et humanitaire).
- Salim Draï (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).
- Marie Fabre (Insertion).
- Philippe Waghemacker (Citoyenneté, affaires militaires, anciens combattants, sécurité publique).
- Jeanne Becquet (État civil, commissions de sécurité et d'accessibilité).
- Claudine Ducellier (Déplacements urbains).
- Jo Dairin (Affaires économiques et portuaires, professions libérales, artisanat et commerce).
- Karima Mahroug (Cultures urbaines).
- Bernard Dormaël (Jeunesse et vie étudiante, enseignement supérieur).
- Louardi Boughedada (Politique de la ville et rénovation urbaine).

◆ CCAS

- Fabrice Baert (Animation des personnes âgées) : 03 28 58 93 87.